

Tendance électorale

Image not found or type unknown



Par Alfredo García Almeida

Les conflits en Ukraine et à Taïwan ne sont pas les seules questions de politique étrangère que le président Joe Biden met en avant pour sa réélection aux élections de 2024. Israël en fait également partie, bien qu'avec une stratégie différente. Les principaux conseillers en politique étrangère du président Biden se sont rendus en Arabie saoudite pour négocier la normalisation des relations diplomatiques entre Israël et la monarchie saoudienne.

Selon les experts, dans le cas de l'Ukraine et de Taïwan, M. Biden tente de montrer ses muscles vis-à-vis de la Russie et de la Chine à l'électorat américain afin de gagner les votes de centre-droit des deux partis et des indépendants. Dans le cas d'Israël, l'objectif est d'amener la monarchie arabe à adhérer aux "accords d'Abraham" afin de gagner les voix des démocrates progressistes.

Ces accords ont été promus par le président de l'époque, Donald Trump, qui a réussi à aligner les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Maroc sur Israël pour former un bloc israélo-arabe contre l'Iran. Ce n'est un secret pour personne que ces "accords" ont été rendus possibles par le fait que les États-Unis ont offert des avantages que les États arabes avaient demandés en échange de la paix avec Israël.

L'Arabie saoudite aurait demandé le soutien des États-Unis pour un programme nucléaire civil et des garanties de sécurité sur le modèle de l'OTAN, ainsi que des technologies militaires et de renseignement de la part d'Israël.

Le président Biden a d'abord pris ses distances avec cette politique, mais à l'approche des élections, il a pivoté pour obtenir l'avantage des États-Unis en normalisant les relations israélo-saoudiennes et en freinant en même temps l'influence croissante de la Chine au Moyen-Orient, le président chinois Xi Jinping ayant réussi à négocier la reprise des relations diplomatiques entre l'Arabie saoudite et l'Iran.

Toutefois, il ne sera pas facile de parvenir à un accord entre les Saoudiens et les Israéliens. L'argument historique des États arabes pour ne pas entretenir de relations avec Israël est l'occupation militaire des territoires palestiniens par ce dernier. Pour la monarchie saoudienne, cet argument a plus de résonance. En 2002, l'Arabie saoudite a présenté l'"Initiative de paix arabe", proposant un accord de paix global entre Israël et les États arabes : "La création d'un État palestinien indépendant aux côtés d'Israël sur la base des résolutions de l'ONU, en échange de la reconnaissance d'Israël par tous les États arabes". La Ligue arabe, qui représente 22 États du Moyen-Orient, a soutenu la proposition, mais le gouvernement israélien l'a rejetée. Le premier ministre israélien de l'époque était le général d'extrême droite Ariel Sharon. À la Maison Blanche se trouvait son mentor idéologique, le président George W. Bush.

Tout d'abord, la difficile médiation israélo-soudanaise s'est heurtée à l'impopularité des "accords d'Abraham" dans les pays arabes, considérés comme une "trahison" de la cause palestinienne. À cela s'ajoute le fait que le président Biden n'est pas en odeur de sainteté auprès du prince saoudien Mohammed bin Salman, qu'il a qualifié de "paria" pendant sa campagne électorale en raison de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi... Pourquoi le prince l'aiderait-il aujourd'hui à se faire réélire ?

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/330958-tendance-electorale>



Radio Habana Cuba